



Absence de dialogue social? Les professionnels de la protection de l'enfance se mobilisent et gagnent des postes !

Depuis des mois, les agent.e.s de l'aide sociale à l'enfance alertent sur leurs conditions de travail. Ils sont confrontés à une augmentation importante des prises en charge. Les situations des enfants et des familles sont globalement plus complexes et plus dégradées que par le passé. A cela s'ajoutent des injonctions et changements législatifs réguliers, notamment en protection de l'enfance. Les professionnel.le.s doivent assurer davantage de tâches administratives chronophages avec pour certaines missions des logiciels obsolètes.

Le contexte sanitaire est venu aggraver la situation: insécurité et précarité des personnes, augmentation des violences intrafamiliales, souffrance psychique d'une partie de la population en particulier de la jeunesse. Il faut aussi prendre en compte le vieillissement de la population, la perte d'autonomie et la difficulté de mettre en place des réponses adaptées faute de solutions.

Comment permettre à des familles d'évoluer dans leur posture éducative, à des parents et des enfants de renouer des relations apaisées? Comment assurer les missions de prévention, accompagner les personnes dans leur insertion sociale quotidienne, aider au maintien au domicile les personnes âgées? Les professionnels sont empêchés de mener l'accompagnement adapté?

Alors que la situation sociale nécessite plus de présence auprès des populations, les travailleurs sociaux et médico-sociaux ont de moins en moins de temps à consacrer à leur mission d'accompagnement.

Les travailleurs sociaux et médicosociaux sont confrontés à toutes ces problématiques et à l'impossibilité d'y répondre par manque de moyens, ce qui rend leur mission ingérable avec des conséquences indéniables sur leur santé et leur sécurité (risques psychosociaux, burn-out...).

Les agent.e.s sont aujourd'hui en grande souffrance. De plus en plus de professionnel.le.s choisissent de quitter le métier, d'autres sont en état d'épuisement. Il est de plus en plus difficile de recruter des agent.es titulaires ou contractuel.les.

Face à tous ces constats, la FSU a déposé un préavis de grève illimitée à compter du 28 mars pour revendiquer des moyens humains, structurels et financiers compensant l'augmentation de la charge de travail et à la mesure des enjeux.

Les revendications portaient aussi sur un changement de politique dans l'organisation des missions afin de privilégier des dispositifs en adéquation avec la réalité des besoins d'accompagnement des publics accueillis plutôt qu'une logique gestionnaire des dispositifs.

Le 28 mars deux rassemblements étaient organisés, le premier devant une maison départementale de la solidarité (MDS), l'autre devant l'hôtel du département à l'appel de la FSU. Plus de 200 agents sont venus manifester leur ras-le-bol. Une délégation a été reçue une première fois par les élus et l'administration qui a écouté les revendications sans faire de propositions.

Les rassemblements se sont alors poursuivis à chaque fois devant une nouvelle MDS. Des banderoles ont fleuri sur les bâtiments des services sociaux départementaux avec un même slogan: «de l'enfance en danger» jusqu'au 20 mai.

La presse et les médias locaux ont relayé les actions ce qui a poussé la collectivité à recevoir à nouveau la délégation et annoncer la création de 19,5 ETP (postes équivalents temps plein) et la pérennisation de 29 ETP d'agents contractuels.

Du jamais vu depuis de nombreuses années!